



Après la sanction électorale, Valls premier ministre. Hollande nous provoque, combattons-les !

Tract édité par les comités NPA Seine-Eure – Avril 2014

Une raclée historique

Dans l'ensemble des villes, le PS a été mis en difficulté, voire en échec total. C'est 155 villes qui sont passées de la gauche à la droite. A travers ces résultats, c'est la politique menée depuis deux ans qui a été rejetée : le pacte et le crédit d'impôt compétitivité, le pacte de responsabilité, les 50 milliards de réduction de dépenses publiques. Politique qui n'a de cesse de s'attaquer au monde du travail, en laissant faire les licenciements, en aggravant le chômage et la précarité, loin très loin des promesses du candidat Hollande.

La sanction du gouvernement s'est d'abord manifestée par une abstention de l'électorat de gauche. Elle exprime l'immense fossé qui sépare le pouvoir des électeurs et marque le ras l'bol de la gauche libérale, particulièrement dans les classes populaires. Toutes les affaires de ces dernières semaines, le climat de magouilles permanent ont renforcé encore le choix de ne pas aller voter.

Au profit du FN et de la droite

Il y a là une nouvelle manifestation d'une crise de la démocratie qui profite essentiellement au FN. En dénonçant « l'UMPS », forme moderne du « tous pourris », en se présentant comme un parti légitime quoique non institutionnel, le FN a leurré un certain nombre d'électeurs sur le fait qu'il incarnait la nouveauté. En faisant élire plus de 1200 conseillers municipaux, en raflant plus de 10 villes, le FN confirme une présence constante, durable dans les quartiers, résultat en partie d'un travail de terrain tenace et démagogique. Ces élections sont une nouvelle démonstration qu'il n'est pas possible de combattre le FN sans combattre les politiques qui font son lit et nourrissent sa démagogie. La droite est la première bénéficiaire de la défaite de la gauche grâce à une mobilisation forte de son électorat.



Nul doute que cette droite sort renforcée de ces élections malgré les affaires, et qu'elle va peser lourdement pour que le gouvernement de Valls accélère sa politique de sabotage des acquis sociaux et des cadeaux au patronat. Mais ces élections n'ont pas mis fin à la guerre des chefs, bien au contraire. La crise politique continue donc son œuvre aussi à droite.

Un « gouvernement de combat » à combattre

Au lendemain de cette raclée électorale, Hollande a donc entendu les électeurs... de droite. En nommant Valls comme premier ministre et en lui donnant comme feuille de route, l'accélération de la politique menée depuis deux ans, Hollande tourne ainsi définitivement le dos à l'électorat de gauche.

Face à cette situation, le NPA appelle à construire une alternative d'ampleur aux politiques de reculs sociaux et démocratiques que mènera ce gouvernement Valls. Ce combat ne sera gagné que par nos mobilisations. Pour cela, l'opposition de gauche au gouvernement PS-Medef doit avancer, et la gauche sociale et politique doit reprendre la rue. C'est cela que nous porterons, avec d'autres, dans la manifestation unitaire du 12 avril, "Maintenant ça suffit".

**MARCHONS CONTRE LE GOUVERNEMENT,
LA DROITE ET L'EXTRÊME DROITE**
Manifestation nationale du 12 avril
DÉPART COLLECTIF DE LOUVIERS
11h30 place du Champ de ville

IPNS. Ne pas jeter sur la voie publique.

Pour prendre contact avec nous

NOM, PRENOM : _____ TEL : _____

ADRESSE : _____ E-MAIL : _____

A retourner à : Philippe THOUEMENT, 9 bis, rue du 11 novembre - 27400 Louviers

☎ 06 88 16 08 65

✉ npa-27 hotmail.fr

Site : bulletindestravailleursover-blog.com

Facebook : Npa-infos Fédé-eure

FLEXIBILITE A DUREE INDETERMINEE

Un nouveau contrat vient de naître : le CDI intérimaire. Il consiste à percevoir un salaire entre

deux missions. Plus facile à première vue, de contracter un crédit ou de louer un appartement. Évidemment, les patrons de l'intérim ne signeront ces contrats qu'aux intérimaires des secteurs les plus « en tension » (comme ils disent), qui travaillent déjà de fait à temps plein. Mais voilà l'entourloupe : plus de prime de précarité, obligation d'accepter toutes les missions proposées et de rester disponibles en cas de besoin.

Le but est clair : tenter de nous faire avaler mobilité et flexibilité à tout crin. Mais pas question de prendre des vessies pour des lanternes, et une sorte de sous-CDI pour un vrai !



LOI M-real DESOSSEE PAR LES AGENTS DIRECTS DU CAPITAL

La proposition de loi élaborée par l'intersyndicale de M-real avait été soutenue par le candidat Hollande. Mais il avait encore fallu plus d'un an pour qu'une loi M-real/Arcelor soit adoptée. L'essentiel avait déjà été abandonné en route: l'obligation de vendre une entreprise menacée de fermeture si un repreneur fiable se manifestait. C'était encore trop pour le Medef et ses agents directs : les dirigeants des entreprises de plus de 1000 salariés restaient tenus de chercher un repreneur pendant 3 mois. Pourtant, aucune obligation de résultat. Et le montant des amendes restait bien peu contraignant. Pourtant, le Conseil Constitutionnel a invalidé le texte au nom du « droit de propriété ». Autrement dit, les bourgeois et les capitalistes savent sortir ce joker pour garantir leurs intérêts. Le jeu est truqué. Ces gens-là ne cèdent que quand ils ont la trouille devant la mobilisation de ceux d'en bas, comme en juin 36 et mai 68.

UNION NPA-PCF A LOUVIERS, CA NE PLAIT PAS A TOUT LE MONDE

Plus d'élu-e (8,07% ; le seuil antidémocratique est à 10%), mais une belle campagne, et un regroupement permanent de « ceux qui n'acceptent pas de Hollande ce qu'ils refusaient de Sarkozy »...

La liste avait décidé à l'unanimité de ne pas donner de consigne: aux amis du gouvernement d'aller chercher leurs voix, de toute façon à plus de 10% nous nous serions maintenus! Hé bien, les responsables départementaux du PCF, JL. Lecomte et G. Levitre, qui avaient pourtant donné leur signature à notre comité de soutien, sont venus soutenir Martin en meeting, aux côtés du député qui a voté l'ANI et la réforme des retraites, et de tous les soutiens du gouvernement Ayrault-Medef. Voilà où mène la recherche à tout prix de strapontins à la direction de la région, du département, de la CASE. Nous, nous avons choisi avec les communistes de Louviers la voie de la construction de l'opposition de gauche, sans concessions et sans manœuvres.

CONTRE LA POLLUTION, DES TRANSPORTS GRATUITS TOUTE L'ANNEE !

Ce qui n'est jamais possible l'est devenu tout d'un coup: gratuité des transports en commun. Mais pourquoi seulement quelques jours ? C'est une urgence sociale et écologique, car continuer comme avant nous coûtera bien plus cher.

NON AU CONTOURNEMENT EST DE ROUEN !

Inutile et coûteux: le raccordement complet du pont Flaubert pour le contournement ouest coûterait 10 fois moins cher.

La suppression du péage d'Incarville éliminerait les bouchons, facteur de pollution et d'accidents. Ecologiquement désastreux: l'équivalent de la surface d'un département est bétonné ou goudronné tous les 7 ans. L'industrie automobile en crise peut être reconvertie pour créer un réseau dense des moyens de déplacement collectifs, de qualité, fréquents, et en libre accès.

PHARMACIA/VAL DE PHARM EN LUTTE

Pour peser sur les NAO, les syndicats ont organisé chaque jeudi un « pique-nique social », sorte d'AG de 11h à 13h30, avec grève de 2 heures sur les 4 horaires (AM / PM / Nuit / Journée), suivi par 60 % du personnel. Quelque soit le résultat, une bonne tactique pour ne pas s'user et tenir le temps qu'il faut!